

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 63 (2005)
Heft: 4: Les politiques de lutte contre la pauvreté à l'orée du XXI siècle

Artikel: Un nouvel espoir pour le développement de l'Afrique
Autor: Sorgho-Moulinier, Odile
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-141691>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

UN NOUVEL ESPOIR POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

ODILE SORGHO-MOULINIER
Directrice, Bureau du PNUD, Genève
Sorgho-moulinier@undp.org

> Les Objectifs du Millénaire pour le Développement sont particulièrement pertinents pour l'Afrique. Mais où se situe l'Afrique, entre stagnation, recul et progrès? Et les propositions du Rapport Sachs, si elles étaient suivies, suffiraient-elles à tirer l'Afrique hors de l'ornière?

2005 est pour le monde une année charnière. En septembre à New York à l'Organisation des Nations Unies (ONU) les chefs d'État et de gouvernement tiendront un sommet qui fera le point sur l'état du monde 5 ans après avoir souscrit solennellement à la Déclaration du Millénaire. Cette déclaration était à la fois un engagement et un appel. Un engagement car, fait exceptionnel, l'ensemble des gouvernements a alors adopté une «feuille de route» commune à tous les États sous la forme de huit objectifs en matière de santé, d'éducation, d'environnement et de progrès social quantifiés et mesurables, à atteindre selon un échéancier ambitieux mais tenable. Il s'agit des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), dont la clef de voûte est la réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2015 – comme étape vers son éradication. La déclaration est aussi un appel car un projet aussi ambitieux ne peut être réalisé par la seule action, aussi résolue soit-elle, des pouvoirs publics mais exige une implication citoyenne de l'ensemble des composantes de nos sociétés.

Dans ce contexte général, je voudrais centrer mon propos sur quatre questions fondamentales:

1. Où en sommes nous dans cette marche vers les OMD: Quelles sont les grandes initiatives internationales?
2. Où se situe l'Afrique entre stagnation, reculs et progrès?
3. Face à ce constat, qu'apporte le «Rapport Sachs»?
4. Comment soutenir les dynamiques positives et le nouveau partenariat international?

OÙ EN SOMMES NOUS DANS CETTE MARCHÉ VERS LES OMD: QUELLES SONT LES GRANDES INITIATIVES INTERNATIONALES?

L'Organisation des Nations Unies (ONU) sous l'impulsion de son Secrétaire Général a pris ses responsabilités en engageant en parallèle trois démarches. Le PNUD a été chargé avec les organisations de développement de faire un état des lieux permanent qui permette de mesurer

année après année les avancées ou reculs et d'agir en conséquence. Un centre d'impulsion de dynamiques nouvelles a été créé par la nomination d'Evelyne Herfkens, ancien Ministre de la Coopération aux Pays-Bas, comme Coordonnateur exécutif d'une campagne mondiale de mobilisation des gouvernements comme de la société civile. Enfin, une équipe de 265 experts a été mise en place autour du Professeur Jeffrey Sachs pour conseiller le Secrétaire Général et, par delà, l'ensemble des acteurs du développement sur ce qu'il convient de faire.

Bien que les Objectifs du Millénaire concernent le monde entier, ils sont particulièrement pertinents pour l'Afrique qui apparaît comme le continent le plus en difficulté, et constitue de ce fait le test le plus probant de notre volonté et de notre capacité à tenir ce pari de la dignité et de la raison. C'est pourquoi le PNUD félicite l'Université de Lausanne et ses partenaires pour l'initiative qui nous rassemble aujourd'hui.

Nous sommes à un tournant. Un tiers du temps imparti pour atteindre les résultats est écoulé et le premier bilan est mitigé. Les avancées sont inégales. Des progrès sont enregistrés un peu partout, mais pas dans tous les domaines, et l'on constate même des régressions qui affectent notamment nombre de pays d'Afrique dans des domaines aussi vitaux que l'espérance de vie et la faim. Les efforts déployés par les gouvernements des pays en développement sont inégaux, et les obstacles qu'ils rencontrent échappent parfois à leur emprise. Le monde riche s'est fait généralement un peu plus généreux qu'auparavant, mais il a pris du retard sur les promesses faites aux pauvres. Il est impératif de tenir le cap de 2015 sous peine d'affaiblir une dynamique qui a déjà tant de mal à se mettre en place. C'est pourquoi ce qui se joue en 2005 est d'importance capitale. Il est encore temps d'atteindre la plupart des résultats voulus, mais seulement si un effort supplémentaire spectaculaire est entrepris.

Il serait faux de dire que tout va mal. Les décisions de la quatrième Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), tenue à Doha en novembre 2001 et les avancées réalisées depuis en matière de commerce, le Consensus de Monterrey sur le financement du développement, le Sommet sur le Financement du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), sont autant d'efforts de la Communauté Internationale qu'il convient de saluer.

Pour autant, dans ses volumes et modalités actuels, le financement du développement ne permettra pas d'atteindre les objectifs dans les temps. Face à l'apparente difficulté des États de dégager les ressources supplémentaires nécessaires en restructurant les budgets, plusieurs initiatives ont été lancées pour dégager de nouvelles pistes. Le rapport Landau voulu par les autorités françaises propose à cette fin un menu d'options: la mise en place coordonnée au niveau mondial de taxes destinées à être perçues par les États (taxe à vocation environnementale, taxe sur les transactions financières, taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés, taxe sur les ventes d'armements), ou encore des mécanismes de contributions volontaires (sur les achats réalisés par des cartes de crédits.) Dans la même perspective s'inscrit le recours à l'emprunt international à travers la facilité de financement internationale, l'initiative menée par Gordon Brown, Ministre des Finances du gouvernement britannique qui préside, par ailleurs, cette année le groupe des pays les plus industrialisés de la planète (G8). Le rapport de la Commission pour l'Afrique, plus connu sous le nom de Commission Blair, procède aussi à un plaidoyer convainquant sur les raisons et les moyens d'augmenter et d'améliorer l'aide à l'Afrique. Spectaculaires, ses propositions visent notamment à annuler purement et simplement la dette des pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne.

C'est dans ce contexte que le Rapport Sachs vient nous interpeller. Applaudi par les uns, critiqué par les autres, ses propositions, si elles étaient suivies, suffiraient-elle à tirer l'Afrique hors de l'ornière?

OU SE SITUE L'AFRIQUE ENTRE STAGNATION, RECULS ET PROGRÈS?

Stagnations et reculs

Indéniablement, l'Afrique sub-saharienne constitue le plus grand défi de développement auquel la communauté internationale est confrontée aujourd'hui. 315 millions de personnes, soit près d'une personne sur deux, survit avec moins de un dollar par jour. 184 millions de personnes souffrent de malnutrition. Au cours des années 1990, le revenu moyen par habitant a chuté dans 20 pays du continent africain. Moins de la moitié de la population africaine a accès à des soins hospitaliers ou simplement à un médecin. En 2000, 300 millions d'africains n'avaient toujours pas accès à l'eau potable. L'espérance de vie moyenne est de 41 ans, tirée vers le bas ces dernières années notamment par la pandémie du VIH-SIDA et la multiplication des conflits, annulant parfois les gains obtenus en 30 ans d'intenses efforts. Seuls 57% d'enfants vont à l'école primaire, et seul un enfant sur trois termine le cursus d'une école primaire. Un enfant sur six meurt avant l'âge de 5 ans - un chiffre cinq fois supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Le continent africain a vu disparaître plus de 5,3 millions d'hectares de forêt durant les années 1990. Moins d'une personne sur cinq a l'électricité. Sur 1000 habitants, 15 ont une ligne téléphonique, et 7,8 personnes sur 1000 surfent sur Internet. Globalement, l'Afrique est donc incomparablement le continent le plus pauvre, le plus en retard au niveau des technologies nouvelles, le plus endetté et le plus marginalisé du monde. Sur sa lancée actuelle, l'Afrique subsaharienne devra attendre 2129 pour assurer l'accès de tous à l'école primaire, 2147 pour diviser par deux l'extrême pauvreté et 2165 pour réduire des deux tiers la mortalité infantile. Et, s'agissant de la faim, aucune date ne peut être fixée, car la situation de cette région ne cesse de se dégrader.

Peut-on cependant parler de progrès?

En premier lieu, je voudrais souligner que beaucoup de choses changent sur le continent. Les gouvernements africains font de plus en plus preuve d'une vision porteuse d'avenir, individuellement comme au plan collectif. J'en veux pour preuve le processus de construction de l'Union africaine, et l'ambition affichée du NEPAD qui représente à la fois une vision et un cadre stratégique pour la renaissance de l'Afrique. Malgré les limites constatées, l'Afrique n'a jamais été autant prête à se transformer et accomplir de grandes choses.

On a bien des raisons de croire en l'avenir de l'Afrique et en son immense potentiel. Les reculs et stagnations dont on a vite fait de parler ne doivent pas masquer des performances économiques remarquables. En 38 ans, le Botswana est passé du statut de l'un des vingt pays les plus pauvres du monde, avec un PIB par habitant d'environ 80 dollars EU, à un PIB par habitant d'environ 8 100 dollars EU en 2002. Ce pays a enregistré des taux de croissance de 7 à 9 pour cent depuis l'ouverture des mines de diamant en 1967. Ses réserves en devises s'élèvent à 6,3 milliards de dollars EU, ce qui correspond à 34 mois d'importations en 2003. Son bilan en matière de développement humain est aussi impressionnant. Plus de 90% de la population a accès à l'eau potable et à l'assainissement. De même, l'île de Maurice est passée d'une économie pauvre, dirigée et dépendant entièrement de la monoculture de la canne à

sucres, au statut de pays à revenu intermédiaire tiré par le secteur privé et doté d'un marché diversifié des services: tourisme, transformation pour l'exportation, services financiers extraterritoriaux, et, plus récemment, technologies de l'information et de la communication (Tic). Maurice a réussi à maintenir sa croissance économique au cours des 20 dernières années. Celle-ci est largement financée par l'épargne domestique, le PIB par habitant étant passé à 4000 dollars EU en 2004. Les performances économiques rapides du pays se sont par ailleurs accompagnées d'améliorations sur le plan social, avec l'instauration de la gratuité de l'éducation et des soins de santé pour tous. D'autres pays ont réalisé des progrès impressionnants pendant les années 90. Au Cap-Vert, au Mozambique et en Ouganda, le revenu par habitant a progressé de plus de 3 % par an, et le Ghana et le Mozambique ont obtenu certains des meilleurs résultats, à l'échelle mondiale, dans la lutte contre la faim. Au Bénin, le taux de scolarisation dans le primaire s'est accru de plus de 20%. Selon les données de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de l'UNICEF, malgré la pandémie du VIH/sida, bon nombre de pays d'Afrique subsaharienne ont réduit leur mortalité infantile de 3% ou davantage. Au Mali, la proportion de la population ayant accès à l'eau potable a augmenté d'au moins 10 %; cette situation prévalait également en Côte d'Ivoire avant les conflits armés. Par ailleurs au Ghana et au Sénégal, le pourcentage d'individus disposant d'équipements sanitaires améliorés a progressé d'au moins 10%. Ces résultats positifs démontrent la capacité des pays d'Afrique à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement.

FACE À CE CONSTAT À DOUBLE GÉOMÉTRIE, QU'APPORTE LE «RAPPORT SACHS?»

S'agissant à certains égards d'une sorte de synthèse quasi-encyclopédique de nombreuses leçons tirées des pratiques de développement au cours des quarante dernières années, la tentation est forte d'y voir un livre de recettes ou solutions techniques. Il est légitime de s'interroger sur la pertinence des suggestions qu'il contient ou sur l'absence de certaines considérations. Sans prétendre être exhaustif, il est important de ne pas passer à côté des questions essentielles que pose ce rapport et qui constituent un préalable à tout débat technique. Si le Rapport «Investir dans le Développement» insiste tant sur le niveau spectaculaire des ressources additionnelles qu'il faut mobiliser pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), c'est parce qu'il ne s'agit pas que d'une nécessité matérielle incontournable, mais surtout de la mesure du niveau de priorité que l'on accorde à la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire. La vérification politique doit précéder la discussion technique sous peine de transformer cette dernière en un exercice purement théorique. Le Rapport Sachs nous dit à travers ses propositions que les solutions existent là où il y a une volonté réelle d'atteindre les objectifs au nord comme au sud. S'agissant des pays riches, la question centrale du Rapport Sachs est: portez-vous ce projet en votre cœur? Êtes-vous prêts à en faire une exigence politique au-delà de tout sentimentalisme? La situation appelle des réformes structurelles en matière de commerce, des transferts de technologies, et un partage des ressources à la mesure de la misère et de l'inéquité constatées afin que les consciences soient en phase avec les valeurs sur lesquelles nos sociétés sont fondées. Il en va ainsi de savoir que quatre millions d'enfants mourront en Afrique cette année avant même d'avoir pu fêter leur cinquième anniversaire. Il en va de même de savoir que des millions d'autres enfants qui auront survécu à la famine et aux maladies n'auront pas accès à l'enseignement primaire et devront grandir dans la misère. Jamais la planète n'a produit autant de richesses

par habitant qu'aujourd'hui où la production mondiale est 50 fois supérieure à son niveau de 1820 pour une population seulement 6 fois plus nombreuse. Il n'y a pas de fatalité africaine, pas plus qu'il y aurait une fatalité asiatique ou autre.

Le changement est possible. Il peut être accompli plus vite que ne l'a fait l'Europe où aux décennies de faim et de guerre ont succédé la paix et la prospérité. Quarante ans en arrière l'Asie était le continent le plus pauvre, deux fois plus pauvre que l'Afrique. Aujourd'hui l'Asie est le continent qui jouit de la plus forte croissance et est deux fois plus riche que l'Afrique.

Le soutien international au développement de l'Afrique a également sa contrepartie qui dépend de l'action des africains eux-mêmes. Leur partie du contrat fait l'objet d'un des messages clefs du Rapport Sachs et concerne la qualité de la gouvernance qui est considérée comme un déterminant essentiel de la croissance et du développement durable. Le PNUD en est bien conscient qui consacre plus de 60% de ressources de son budget régulier aux réformes de gouvernance. Les signataires du NEPAD l'ont bien compris puisque les attentes immédiates de ce nouveau partenariat sont notamment que:

- > l'Afrique devienne plus efficace dans la prévention des conflits et l'instauration d'une paix durable sur le continent;
- > les pays africains adoptent et mettent en application les principes de la démocratie et de la bonne gouvernance politique, économique et d'entreprise et renforcent la protection des droits de l'homme.

Néanmoins, les défaillances des institutions ne sont pas seules responsables des développements ratés. Les obstacles au développement économique sont bien plus complexes que la somme des carences institutionnelles. Ainsi Jeffrey Sachs se demande comment expliquer que des pays disposant d'une relativement bonne gouvernance, comme le Ghana, le Malawi, le Mali et le Sénégal, ne sont pas parvenus à prospérer, alors, dit-il, que des sociétés en Asie, perçues comme très corrompues, ont connu une rapide croissance économique? Ramener les problèmes de l'Afrique à une crise de la gouvernance est un peu trop simpliste. De bonnes institutions importent à coup sûr et de mauvaises institutions peuvent sonner le glas du développement, même dans un contexte propice; mais un contexte défavorable peut aussi entraver le développement. Quand Adam Smith, auteur de *La Richesse des Nations* et chantre parmi les plus anciens des institutions économiques saines, s'est intéressé en 1776 aux régions les plus pauvres du monde, il n'a même pas mentionné les institutions pour expliquer leur triste sort. Smith soutenait que l'Afrique n'était pas en mesure de participer au commerce international tout simplement en raison des frais de transport trop élevés. Et, sans commerce international, ces régions ont été condamnées à des marchés internes restreints, à une division du travail inefficace et à une pauvreté endémique. Dans la même optique, le Rapport Sachs et le Rapport Mondial sur le Développement Humain publié par le PNUD relèvent tous deux que la géographie particulière de l'Afrique et le découpage des pays ont certainement contribué aux mauvaises performances économiques enregistrées sur le continent. L'absence de façades maritimes de certains pays ou de voies navigables renchérit l'écoulement des produits vers les marchés et entravent les migrations des travailleurs vers les zones où les perspectives économiques sont meilleures. D'autres facteurs font également

obstacle à la prospérité du continent: la petitesse générale des marchés, la faible productivité agricole, des conditions agro-climatiques défavorables, les grandes pandémies et la lenteur de la diffusion des technologies venant de l'extérieur. Sans parler du poids de la dette et des échanges commerciaux inéquitables! Ce sont toutes ces questions qui font dire au «Rapport Sachs» qu'il est essentiel que les groupes régionaux tels que l'Union Africaine s'emploient à promouvoir le commerce régional et le développement de l'infrastructure trans-frontières, ainsi que la gestion de l'environnement au niveau régional – afin de tirer partie des immenses ressources de l'Afrique en eau, minerais et biodiversité. Force est de constater que l'Afrique avance sur la voie de l'intégration probablement plus rapidement que ne l'a fait depuis sa création l'Union Européenne, mais cette marche est entravée par une disproportion de moyens abyssaux avec ceux de l'Europe. C'est pourquoi le rapport invite là encore les pays riches à financer plus généreusement les projets régionaux essentiels qui relèvent de ces domaines. Quant aux modalités, elles n'ont pas à être inscrites dans le marbre et l'on donnera crédit au Rapport d'avoir le mérite de relancer le débat en réfutant toute inéluctabilité.

D'aucuns reprochent au Rapport Sachs de donner dans le simplisme en attirant l'attention sur une série d'actions immédiates permettant des «gains rapides.» Je pense par exemple à celles concernant la malaria qui affecte l'Afrique plus que toute autre partie du monde: environ 90 % des 300 millions de cas de paludisme dans le monde sont des africains dont une majorité de jeunes enfants. L'Afrique a le malheur de fournir les conditions les plus propices au monde à la propagation de cette maladie, depuis son climat jusqu'aux espèces de moustique – ce qui abaisse notablement le rendement des investissements étrangers et accroît le coût de transaction des échanges internationaux, des migrations et du tourisme dans les régions paludéennes. Il ne s'agit pas dans l'esprit des auteurs de se limiter à de telles actions, mais bel et bien de faire comprendre que les prises en charge des effets peuvent aller de pair avec le traitement des causes et que pendant que l'on œuvre au renforcement des capacités dans tous les domaines, il est possible d'avancer pour peu que l'on y mette les moyens.

COMMENT SOUTENIR LES DYNAMIQUES POSITIVES ET LE NOUVEAU PARTENARIAT INTERNATIONAL?

La communauté internationale doit soutenir les dynamiques positives...

L'Afrique – aux niveaux national, régional et continental – est en train de poser des bases beaucoup plus solides pour s'attaquer à ses problèmes.

La démocratie s'est répandue en Afrique et le continent a de nouveaux dirigeants politiques, dont bon nombre ont entrepris de profondes réformes. Bien que la gestion économique reste faible par rapport aux normes internationales, elle s'est nettement améliorée ces dernières années. La croissance a redémarré dans de nombreux pays. Après seulement trois ans d'existence, l'Union africaine démontre qu'elle vise des résultats – notamment dans le domaine crucial de la paix et de la sécurité. Un Conseil de paix et de sécurité a été créé. Le Parlement panafricain est maintenant opérationnel.

Même s'il ne dispose que de pouvoirs consultatifs il est appelé à terme à se transformer en une institution dotée de pleins pouvoirs législatifs. Il lui revient notamment le mérite d'avoir porté à sa tête une femme comme première Présidente. Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique de l'Union africaine (NEPAD/UA) et son mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) constituent des moyens puissants d'améliorer davantage

encore la gouvernance. Ces initiatives et ces organismes doivent encore faire leurs preuves, mais les premiers signes sont encourageants. Leur réussite dépend peut-être du soutien offert maintenant par la communauté internationale. Il est désormais impossible de donner raison à ceux qui affirment sans nuance que l'aide versée à l'Afrique ne sert à rien.

Notre appel à soutenir l'Afrique ne doit pas être interprété comme signifiant que le développement et l'éradication de la pauvreté doivent principalement venir de l'extérieur. La faiblesse de la gouvernance à l'intérieur des pays africains – et sa forme extrême, les conflits violents – sont peut-être ce qui a le plus gravement nui aux progrès. La réussite de ces mesures conditionne celle des soutiens externes. Aucun pays ne s'est développé essentiellement à partir de dynamiques exogènes, mais beaucoup peuvent être étouffés par des règles et pratiques internationales inadéquates.

Réfléchir au devenir de l'Afrique, c'est donc se poser la question de la nature du partenariat mondial pour le développement auquel je faisais allusion il y a quelques instants.

Comment aller vers un nouveau partenariat international...

La renaissance africaine passe par une meilleure gouvernance et elle doit être gérée par les Africains. C'est une idée centrale du NEPAD/UA. Sans une meilleure gouvernance et sans croissance, l'Afrique n'atteindra aucun de ses autres objectifs. La santé et l'éducation ne s'amélioreront pas de manière notable, et l'Afrique ne parviendra pas non plus à faire participer les hommes et les femmes les plus pauvres à la vie économique et sociale de chaque pays. Elle ne parviendra pas entre autres à juguler la fuite des talents qui fait que nombre d'africains qualifiés, ingénieurs, docteurs, économistes et cadres exercent brillamment leur métier en Amérique, en Europe ou ailleurs alors que leur continent d'origine manque cruellement de services essentiels.

Parmi les déterminants prioritaires directs du développement avec la santé et l'éducation, il y a la création d'un environnement favorable à l'esprit d'entreprise. L'Afrique a besoin d'entrepreneurs et d'investisseurs africains prospères afin de générer la croissance, l'innovation et la productivité nécessaire pour réduire à long terme la pauvreté. Investir dans le développement humain et l'intégration – par la santé, l'éducation et la protection sociale notamment – est une fin en soi, mais c'est également un moyen: le développement humain est un moteur de la croissance et crée les conditions permettant à tous les hommes et à toutes les femmes de réaliser tout leur potentiel et de participer pleinement à l'économie et à la société.

Quelle est la nature du nouveau partenariat préconisé? Quelles sont les responsabilités de l'Afrique, de ses peuples et de ses pays et quelles sont les responsabilités de la communauté mondiale? Ce partenariat doit être un partenariat de solidarité et de respect mutuel fondé sur la reconnaissance de l'égale dignité de tous les êtres et sur la conscience de ce qu'il est dans l'intérêt du monde entier que l'Afrique devienne puissante et prospère. Il incombe à l'Afrique et à ses pays d'être maîtres de l'élaboration de leurs stratégies. C'est à l'Afrique qu'il incombe de créer les conditions nécessaires pour que l'esprit d'entreprise et la créativité de ses peuples s'épanouissent et tirent la croissance. C'est à l'Afrique qu'il revient d'avoir l'initiative dans la création des systèmes de santé et d'éducation qui lui permettront d'investir dans ses ressources humaines. C'est à l'Afrique qu'il revient d'avoir l'initiative dans la création de la paix et de la sécurité sans lesquelles aucun développement ne peut avoir lieu. Si l'Afrique ne le fait pas, il sera beaucoup plus difficile pour la communauté internationale

de s'acquitter de ses responsabilités et d'offrir un soutien efficace en agissant à la fois sur la dette, sur le commerce, sur les transferts de technologies et sur la coopération au développement. Le partenariat que nous appelons de nos vœux dépend donc de façon cruciale des actions menées en Afrique. Si les pays africains échouent dans leurs efforts pour éliminer la mauvaise gouvernance, la corruption et les conflits, l'augmentation marquée de l'aide extérieure n'aura pas les effets escomptés et la communauté internationale devra concentrer l'essentiel de ses efforts sur le rétablissement de la paix et de la sécurité, ainsi que sur la lutte contre la corruption et la mauvaise gouvernance sous toutes ses formes, si tant est qu'elle puisse y contribuer.

L'engagement en faveur du devenir de l'Afrique nous interpelle tous. C'est la somme des actes des individus qui façonne les sociétés. Si nous savons agir en 2005 et dans la décennie qui suit avec la générosité et la détermination voulues, la génération qui suivra pourra nous donner crédit de ne pas avoir failli à nos responsabilités historiques et d'avoir contribué à l'un des plus grands renversements positifs pour le monde. Le rapport Sachs pose exactement ces questions: sommes-nous prêt à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour faire de ce monde un monde meilleur? De quel côté sommes-vous? De celui du status quo, de l'individualisme, de la résignation et en fin de compte des ténèbres? Ou préférons-nous de celui de la solidarité, du partage et de la lumière? C'est seulement lorsque l'on a choisi son camp que le débat autour du Rapport Sachs prend tout son sens.